

DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA VILLE

**UN DISPOSITIF DE VEILLE INTERNATIONALE
SUR LES APPROCHES INTEGREES DE DEVELOPPEMENT URBAIN
EN EUROPE**

**RAPPORT DE SYNTHESE
DES POLITIQUES INTEGREES DE DEVLOPPEMENT URBAIN
ALLEMAGNE**

Novembre 2003

**Claude Jacquier
CNRS - UMR CERAT
Tél : 33 (0) 607 806040 Courriel : claude.jacquier@upmf-grenoble.fr**

**CERAT – INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE GRENOBLE
Pôle «Villes et Solidarités»
25, rue de Constantine 38100 Grenoble
Tél : 04 76 09 55 63**

SOMMAIRE

0 - Introduction	3
1 - Identification de la politique intégrée de développement urbain	4
2 - Diagnostic multisectoriel	5
3 - Formulation de la politique intégrée	9
4 - Dynamique partenariale	15
5 - Dynamique participative.....	17
6 - Mobilisation des ressources	18
7 - Méthodes d'évaluation	20
Annexes	22
Annexe 1 : Documents cartographiques et schémas explicatifs.....	23
Annexe 2 : Chronologie des politiques intégrées de développement Urbain	35
Annexe 3 : Bibliographie sur les politiques intégrées de développement Urbain	39
Annexe 4 : Sites électroniques.....	43

0 - INTRODUCTION

Ce rapport consacré aux politiques intégrées de développement urbain en Allemagne, fait partie d'une série de travaux réalisés sur différents pays pour le compte du Ministère de la ville et de la Délégation interministérielle à la ville.

L'ambition de ce travail est de jeter les bases d'un premier outil de veille sur les politiques urbaines et les systèmes de régulation qui voient le jour dans différents pays membres de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni) pour répondre aux nouveaux enjeux auxquels les villes ont à faire face.

Les villes apparaissent comme étant, en effet, au cœur des mutations socio-économiques et étant le lieu des innovations politiques, sociales et culturelles majeures, cette nécessité de veille tient tout d'abord de l'évidence, si l'on veut se doter des informations pertinentes permettant d'améliorer les politiques nationales et locales imaginées pour aborder les enjeux urbains. Chaque ville, dans chaque pays, peut-être considérée aujourd'hui comme le lieu où se manifestent et se cristallisent les tensions entre compétition économique, porteuse de fragmentation sociale et territoriale, et les exigences de solidarité nécessaire pour conforter le sentiment d'une même appartenance à la cité.

Chaque ville est désormais considérée par les pouvoirs centraux ou les pouvoirs supra étatiques, comme le lieu privilégié de la régulation de ces tensions économiques, sociales, culturelles, etc., une régulation qui peut prendre des formes différentes sur le continent européen (régulation à dominante libérale, régulation à dominante social-démocrate) mais qui, est nécessairement une régulation politique reconfigurée qui appelle une mutation des systèmes politico-administratifs ainsi que des ressources et des moyens mobilisés. Dès lors, mettre en place un dispositif de veille, c'est se donner les moyens de repérer, dans la durée, les différentes dimensions de ces transformations en cours.

Outre les informations qu'il apporte sur l'état de la question urbaine en Allemagne et sur les politiques mises en œuvre, ce rapport essaie de donner quelques indications méthodologiques sur les domaines qui doivent faire l'objet d'investigations. Tous les rapports sont construits sur le même canevas : identification de la politique considérée, diagnostic des enjeux urbains, étude de la formulation de la stratégie mise en œuvre, repérage des acteurs et des dynamiques partenariales, repérage des dynamiques participatives, identification des ressources mobilisées et indication sur les méthodes d'évaluation.

Compte tenu des pays (caractéristiques des enjeux urbains) et des politiques conduites (notamment l'antériorité des préoccupations en ce domaine), compte tenu de l'état variable des études et des recherches en ce domaine, chacune des thématiques est diversement renseignée. Là encore, il s'agit d'une première étape de défrichage qui nécessitera une mise à jour annuelle garante d'un meilleur approfondissement des connaissances. C'est le travail de veille proprement dite.

1 - IDENTIFICATION DES POLITIQUES INTEGREES DE DEVELOPPEMENT URBAIN

1.1 Intitulé

Politique «Soziale Stadt» lancée en 1999. Intitulé exact «Stadtteile mit besonderem Entwicklungsbedarf - die Soziale Stadt» (en anglais «The Socially Integrative City» Zones urbaines ayant des problèmes de développement – La Ville Sociale, en français).

Le programme s'inscrit dans une stratégie commune plus large, développée par les länder et l'Etat fédéral, dont l'objectif explicite est de lutter contre la ségrégation sociale dans les villes, mais aussi plus implicitement de renforcer le rôle des villes dans la régulation des tensions socio-économiques et politiques dans un pays qui doit opérer d'urgence certaines mutations. 1

1.2 Sources d'informations disponibles :

Stadtteile mit besonderem Entwicklungsbedarf - die Soziale Stadt (Les Zones urbaines ayant des problèmes de développement – La Ville Sociale)
(<http://www.sozialestadt.de>)

Deutsches Institut für Urbanistik –DIFU (Institut allemand d'urbanisme) créé en 1973 par l'Assemblée des Municipalités Allemandes (Deutscher Städtetag). Le DIFU doit faire office de relais d'informations et de conseil. Il intervient en tant que médiateur dans la mise en place de cette politique (<http://www.difu.de>)

Il existe des outils similaires mais de moins grande ampleur dans certains länder, par exemple l'ILS en Rhénanie du nord Westphalie. 2

-
- 1 - JASPER, Karl, (2000) Ministerium für Arbeit, Soziales und Stadtentwicklung des Landes Nordrhein-Westfalen: Ressortübergreifendes Handlungsprogramm der Landesregierung Nordrhein-Westfalen „Stadtteile mit besonderem Erneuerungsbedarf“, in: Deutsches Institut für Urbanistik : Programmgrundlagen, Arbeitspapiere zum Programm Soziale Stadt, tome 3, Berlin 2000
 - 2 - Voir en annexe la bibliographie.

2 - DIAGNOSTIC MULTISECTORIEL

2.1 L'organisation urbaine et les enjeux sociaux

L'organisation urbaine allemande a les caractéristiques que lui a légué l'histoire d'Etats indépendants structurés principalement autour des villes capitales. Les villes ont donc joué un rôle majeur dans la structuration du territoire allemand en Etat fédéral. La structure urbaine allemande est donc particulièrement équilibrée et dense.

L'Allemagne est composée de 12 villes de plus d'un million d'habitants : Ruhr (9,3), Berlin (4,0), Hambourg (3,3), Francfort (2,7), Stuttgart (2,5), Munich (2,3), Manheim (1,6), Hanovre (1,1), Saarbruck-Forbach (1,1), Dresde (1,0), Nuremberg (1,0), Brême (1,0). Ce réseau de villes millionnaires est relayé par 24 villes comprises entre 200.000 et 1 million d'habitants. Cette armature urbaine est complétée par un important réseau de villes moyennes avec 127 villes qui comptent une population variant de 50.000 à 200.000 habitants, dont 35 se situent dans les nouveaux Länder. La population urbaine représente 87,7 % de la population totale.

Alors que l'espace pour l'extension de l'urbanisation se fait rare à l'ouest, il existe d'importantes réserves foncières à l'est. Avec 82,4 millions d'habitants sur 356 970 km², la densité moyenne est relativement forte (230,9) à l'échelle européenne. La population est vieillissante et augmente uniquement grâce à l'apport des immigrants (Allemands des territoires de l'Est européen, Turcs, immigrés de l'Europe de l'Est).

Depuis la réunification allemande, le marché du logement locatif est extrêmement tendu. Cette pénurie de l'offre entraîne à la fois une hausse considérable des loyers, un très faible taux de rotation et la quasi disparition de la vacance de certains logements sociaux publics et privés.

La seconde caractéristique marquante de l'Allemagne, accentuée depuis la réunification, réside dans l'importance des grands ensembles. Ceux-ci constituent une part considérable du parc de logement. A l'ouest, l'Allemagne a dû faire face à la reconstruction en empruntant au modèle d'urbanisation alors largement en vogue dans les années de l'après-guerre pour faire face à l'urgence. A l'est, les grands ensembles sont la conséquence de l'application du modèle-type de construction collective. Au total, on dénombrait quelques 240 grands ensembles avec 2 500 logements ou plus, 1,6 millions d'appartements s'inscrivant dans ce type d'unités d'habitation.

Alors qu'en Allemagne de l'ouest, un habitant sur 60 habitait dans de tels ensembles, dans les nouveaux länder, on dénombre un habitant sur 6 à vivre dans de telles unités d'habitations.

Néanmoins, la question du logement et celle du logement dégradé ne se résument pas à la dimension grands ensembles. Une partie de ces logements, lieu d'accueil pour la population à faible ressources, nouvelle arrivante dans la ville se trouve dans le cœur des villes, dans l'habitat ancien, du moins pour les

villes qui ont été moins touchées par les bombardements de la guerre et dans l'habitat ouvrier des régions industrielles (voir Rhénanie du nord - Westphalie).

En matière de logements, d'équipements, de commerces, ces quartiers étaient en congruence avec un certain mode de production (précapitaliste, capitalisme fordiste). Ils sont désormais débranchés des formes d'économie dominante et font émerger d'autres systèmes économiques (l'économie de redistribution et d'aide –indemnités pour les chômeurs, différentes formes d'aides sociales, l'économie informelle (formes de survie et d'entraide, l'économie de braconnage). Certains de ces quartiers peuvent être recyclés et se repositionner sur l'éventail des valeurs urbaines (valeurs patrimoniales, rente potentielle foncière et immobilière, potentialités constructives, qualités environnementales, changement de position relative dans une ville qui se péri-urbanise).

Confrontés aux réalités urbaines européennes, les difficultés rencontrées dans les quartiers allemands ne semblent pas se poser dans les mêmes termes : la violence dans les quartiers et les poussées de fièvre urbaine n'y ont en effet pas atteint le même degré de gravité (à nuancer concernant les violences racistes cf. Rostock). Par ailleurs, le développement de nouvelles cultures urbaines ne s'y est guère manifesté. Il n'en reste pas moins que les villes sont le lieu de problèmes sérieux, certainement comparables à ceux rencontrés ailleurs.

A ce propos, il faut traiter à part la situation de l'ex-Allemagne de l'Est qui est particulièrement problématique. Pour l'ex-Allemagne de l'Est, la réunification s'est accompagnée d'une profonde reconversion économique, une perte de population des villes (entre - 7% à Dresde et - 20,5% pour Schwerin pour les grandes villes entre 1990 et 1999) et un mouvement de péri-urbanisation. La restauration des centres villes a conduit à ce que les populations les plus solvables quittent les grands quartiers de logements collectifs construits dans les années de l'après-guerre. Jusqu'ici, ces quartiers étaient des lieux de promotion résidentielle. Ainsi, à titre d'exemple, le quartier de Neu Zippendorf à Schwerin a perdu 35% de sa population entre 1990 et 1999. ³

Les nouveaux Lander sont caractérisés par un taux de chômage et d'insécurité qui constitue pour les responsables politiques un véritable défi. Une autre particularité doit être considérée dans le domaine de la ségrégation urbaine. Les grands ensembles construits en RDA à la périphérie des villes n'ont jamais été des lieux de l'injustice et de l'exclusion sociale. En raison de la qualité de vie qu'offraient de telles habitations, comparé à la situation globale du marché immobilier, ces logements étaient, au contraire, très prisés et se caractérisaient ainsi par une mixité de population assez exceptionnelle.

Après la réunification, des processus de transformation se sont cependant enclenchés, ceux-ci étant particulièrement visibles à Berlin, dans une ville où se trouvaient réunis deux modèles résidentiels très différents. Certaines études montrent qu'un modèle de ségrégation s'impose désormais progressivement dans les grands ensembles où la frange de locataires solvables laisse la place à des groupes sociaux socialement démunis. Ce modèle de ségrégation finira, tôt ou tard, par devenir le modèle dominant dans les villes de l'ex Allemagne de l'Est, si le mouvement ne peut être endigué à travers la réalisation d'un programme d'actions préventives.

3 - Rapport Wagner

Les problèmes urbains et la concentration des difficultés sur certains points du territoire des villes se sont accentués avec la réunification du pays. Parmi les problèmes les plus aigus on peut mentionner :

- le chômage et la dislocation des familles, surtout dans les nouveaux Länder;
- l'insuffisance du parc de logements sociaux ainsi que l'insuffisance des infrastructures et des équipements dans certains quartiers pour accueillir les nouveaux arrivants de l'ex-Allemagne de l'est et des personnes en provenance des pays d'Europe centrale;
- les tensions entre ces nouveaux arrivants et les populations résidentes qui ont dégénéré souvent en manifestations xénophobes et racistes se cristallisent sur les questions de l'accès à l'emploi et au logement;
- problèmes liés à la toxicomanie et au trafic de la drogue;
- montée de la pauvreté et accroissement des sans-abris.

2.2 Caractéristiques des territoires urbains concernés et des mécanismes de fragmentation sociale et urbaine à l'œuvre dans les villes. Le ciblage sur les quartiers et les territoires. La question de l'échelle d'intervention

Trois types de territoires sont particulièrement concernés par ces nouvelles politiques urbaines approches :

- les **vieux quartiers historiques** des centres villes ou à la périphérie des centres ville, caractérisés par un bâti ancien et la vétusté relative des habitations,
- les **grandes cités d'habitations** de l'après-guerre qui, pour la plupart, ont été conçues comme des cités dortoirs à la périphérie des villes, ⁴
- les grands ensembles des régions est-allemandes «**Plattenbausiedlungen**», de Siedlungen (cités) et de Plattenbau (plaques de béton) (on pourrait traduire par les cités de plaques de béton) qui occupent, à l'intérieur de ce ciblage territorial, une place particulière.

Plus de 1 million de logements sont vacants dans les territoires de l'Allemagne de l'Est notamment dans les grands quartiers typique de l'urbanisme socialiste. Un programme de démolition a été imaginé, le programme Stadtumbau Ost d'août 2001. Pour la période 2002 –2009 le niveau fédéral finance le programme à une hauteur de 1,1 milliards d'euros. Avec les participations financières des Länder et des communes, l'enveloppe totale du programme s'élève à 2,72 milliards d'euros. ⁵

La plupart des quartiers retenus par la nouvelle politique Soziale Stadt étaient déjà identifiés de longue date comme des quartiers à problèmes et avaient fait l'objet de mesures de la part des villes. Par exemple, dans le land de Rhénanie du Nord- Westphalie, la plupart des quartiers étaient déjà inscrits dans le programme «quartiers présentant des besoins particuliers de développement» mis en œuvre par le gouvernement régional.

-
- 4 - La réglementation des logements locatifs publics en Allemagne exige une utilisation appropriée des lieux. Ils ne peuvent être loués qu'à des ménages ayant un revenu en dessous d'un certain seuil. Si ce revenu augmente et franchit le seuil maximum, les prix standard du marché immobilier s'appliquent. Pour les habitants qui ne peuvent plus bénéficier d'une aide, le rapport qualité-prix devient trop défavorable et le déménagement vers un autre quartier devient inévitable.
- 5 - Voir Bundesministeriums für Verkehr, Bau- und Wohnungswesen (éditeur), Stadtumbau in den neuen Ländern - Integrierte wohnungswirtschaftliche und städtebauliche Konzepte zur Gestaltung des Strukturwandels auf dem Wohnungsmarkt der neuen Länder, 2001.

En 2001, 249 quartiers ont été sélectionnés dans le cadre du Soziale Stadt, appartenant à 184 communes. Deux catégories de quartiers sont sur-représentés :

- les quartiers de grands ensembles construits dans les années soixante, soixante-dix et quatre-vingt, localisés tant à l'est et à l'ouest,
- les quartiers construits à la fin du XIXème siècle aux franges des centres ville.

3 - FORMULATION DES POLITIQUES INTEGREES DE DEVELOPPEMENT URBAIN

3.1 Evolution des problématiques politiques depuis 20 ans. Emergence de nouvelles notions et de nouveaux concepts pour représenter la réalité. Référents problématiques de la nouvelle politique. Catégories utilisées : les mots pour le dire. Les raisons explicites et implicites de son lancement.

Le principal changement qui est à noter ne concerne pas la politique fédérale mise en œuvre en ce domaine puisque celle-ci est toute récente. Le changement réside dans le fait que les länder et les villes qui, jusque-là, faisaient des politiques urbaines et de logement leur compétence réservée, font dorénavant appel à un partenariat avec l'Etat fédéral et avec l'Europe

Ce changement est certainement à rapprocher des transformations suscitées par la construction européenne avec la création d'un niveau politico-administratif supplémentaire qui nécessite un affichage plus fort de l'Etat fédéral, la mise en œuvre de politiques européennes structurelles telles que le PIC Urban, ou encore la redistribution des pouvoirs et compétences subsidiaires dans le cadre d'une profonde réforme de l'Etat-providence, s'accompagnant d'une montée en responsabilité négociée avec l'Etat fédéral des villes et des länder. Ce changement est aussi à mettre en relation avec la réunification allemande et les difficultés économiques rencontrées depuis le milieu des années quatre-vingt-dix ont été massivement supportées par les villes de l'ouest qui ont connu des coupes brutales dans leurs budgets.

La politique Soziale Stadt constitue une première initiative au niveau fédéral. Cette politique a été précédée par des initiatives prises au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix par certains länder notamment la Ville-Etat de Hambourg, le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, les Villes-Etat de Hambourg et de Brême. Ainsi, la région de Rhénanie du Nord-Westphalie (Stadtteile mit besonderem Erneuerungsbedarf - Quartiers ayant des besoins particuliers de renouvellement -1993) et la ville hanséatique de Hambourg (Programme de développement social urbain des quartiers -1992) peuvent être considérées comme les précurseurs de cette politique. En 1994, le land de Hambourg lance un second programme de lutte contre la pauvreté « Armutsbekämpfungsprogramm (1994-1998). ⁶ Ces mesures de lutte contre la pauvreté participent du développement social urbain. Emerge alors la notion de «Ville de l'égalité sociale».

Il faut attendre 1996 pour voir apparaître une première réflexion à l'échelle de l'Allemagne toute entière avec la conférence des 16 ministres et sénateurs des Länder chargés de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat - ARGEBAU. Cette conférence qui est, il faut le souligner fortement, à l'initiative des Länder et des grandes villes, met l'accent sur les difficultés rencontrées dans les villes et propose une première initiative sur le thème de la Ville sociale, «Soziale Stadt».⁷

⁶ - Freie und Hansestadt Hamburg, Stadtentwicklungsbehörde, Armutsbekämpfung in Hamburg – Zusätzliche Massnahmen gegen Armut als Bestandteil sozialer Stadtentwicklung, Hamburg 1996.

⁷ - Cette proposition a été rédigée par la Rhénanie du Nord - Westphalie et par la Ville-Etat de Hambourg. Voir l'annexe chronologie commentée.

Pendant longtemps le gouvernement fédéral a contesté l'existence de problèmes urbains structurels en Allemagne ce qui s'est manifesté, par exemple, au niveau européen par le veto allemand contre la poursuite du programme européen de lutte contre la pauvreté.

Les politiques communales ont montré cependant que les villes allemandes sont tout autant concernées que celles des pays voisins par des problèmes de pauvreté structurelle et d'exclusion, et qu'il existe, au sein des villes, des territoires qui connaissent de grandes difficultés.

Cette position en retrait du gouvernement fédéral s'expliquait aussi compte tenu de l'autonomie des autorités locales et des Etats fédérés, l'échelon fédéral ne disposant d'aucune compétence pour la mise en œuvre de la politique de la ville sur le territoire des autorités locales.

Les premières réflexions reliant développement urbain, aménagement du territoire, politiques sociales et solidarité sont nées au début des années quatre-vingt-dix sous le coup de plusieurs influences.

Tout d'abord, ces réflexions se sont développées dans les Lander de l'Ouest (Rhénanie du Nord-Wesphalie, la Ruhr surtout) ce qui n'est pas surprenant car les territoires les plus urbanisés de l'Allemagne ont dû affronter les premiers, les difficultés : difficultés économiques avec la désindustrialisation, difficultés sociales nées de la concentration des populations au chômage et de l'immigration. Le contexte, ensuite, de la réunification allemande et la situation dans lesquelles se sont retrouvées les villes de l'ouest comme lieu d'accueil des populations venues de l'est et des difficultés d'adaptation des villes de l'est. Sans oublier les manifestations racistes qui se sont exprimées dans certaines villes, particulièrement dans celles des nouveaux länder (cf. Rostock)

Ces réflexions, comme ailleurs en Europe, ont été largement stimulées par les programmes européens de lutte contre la pauvreté (notamment «Le second programme de lutte contre la pauvreté », puis le programme Urban 1). ⁸ Elles se sont aussi inspirées des expériences britanniques, françaises et néerlandaises, en particulier à travers le programme européen «Quartiers en Crise» lancé en 1989 (Brême et Dortmund étaient alors membres du réseau, bientôt accompagné par Frankfort sur Oder. ⁹

Le débat sur la concentration spatiale de phénomènes d'exclusion socio-économiques dans les grands centres urbains allemands s'est enrichi d'une gamme très large de nouvelles appellations. Pendant longtemps, on a qualifié certains quartiers réputés sensibles de «zones socialement à risque». On reconnaît aujourd'hui que ce qualificatif était non seulement stigmatisant mais également erroné et qu'il fallait prendre en compte l'existence de problèmes structurels sur des territoires plus larges. De nouveaux concepts ont ainsi vu le jour telle la notion de «zones ayant des besoins particuliers de développement». Dans les débats autour de la thématique du développement urbain, le concept de «quartiers urbains défavorisés» est désormais celui qui est le plus communément adopté.

⁸ - Villes concernées par Urban 1 lancé en 1994 : Berlin, Brandenburg, Bremen, Chemnitz, Duisburg (Marxloh), Erfurt-Ost, Halle, Kiel, Magdeburg (Cracau), Rostock, Saarbrücken, Zwickau.

⁹ - JACQUIER, Claude (1991).- Voyage dans dix quartiers européens en crise.- L'Harmattan

Parmi toutes ces notions, celle de «Soziale Stadt» (ville sociale) est certainement à souligner. Cette notion était d'ailleurs curieusement déjà utilisée en d'autre temps et avec un autre contenu, au moment de l'élaboration du modèle bismarckien en matière de politiques sociales à la fin du XIXe siècle.

v

Pendant longtemps, le gouvernement fédéral allemand n'a pas mis en place une politique visant à stimuler les approches intégrées de développement urbain et aucun organisme central n'a été mandaté dans ce sens. Cette position s'expliquait par le fait que ce que la catégorie «problèmes sociaux urbains» était du ressort explicite des Länder (cf. constitution allemande).

Le Ministère fédéral de l'aménagement, de la construction et de l'urbanisme assiste les länder dans l'établissement de diagnostics et la recherche de solutions à travers le financement d'études et de projets expérimentaux. Il soutient également les nombreux programmes de réhabilitation ou d'amélioration de l'environnement immédiat des grands ensembles par le biais de subventions ou de prêts à faibles taux d'intérêts.

C'est dans ce cadre, au cours des années quatre-vingt-dix, qu'une réflexion nationale a porté sur une éventuelle réforme de la construction des logements sociaux et sur les actions à mener dans les quartiers où se concentrent les chômeurs et les bénéficiaires de l'aide sociale. De son côté, le Bund (fédération des länder) a souhaité relancer l'investissement et accélérer la privatisation des logements en agissant sur l'éclaircissement des problèmes de propriété, en adaptant le cadre juridique et enfin en suivant de près le problème du surendettement des sociétés de logement.

Jusqu'en 1996, au niveau des Länder et des communes, les actions en direction des territoires urbains les plus dégradés sont restées largement éclatées selon une conception de l'action sociale très sectorisée. Certains länder ont toutefois essayé de susciter des approches transversales entre certains champs de compétences pour aborder les problèmes qui affectent les villes dans une optique territoriale. Si ces programmes ne reposent pas totalement sur une approche intégrée, des acteurs locaux les ont cependant utilisés dans l'élaboration et la mise en oeuvre de leurs stratégies dans les quartiers.

Cette initiative a été reprise ensuite, sous cette formulation par le gouvernement arrivé au pouvoir en 1998 (socio-démocrates du PSD et écologistes des Grünen). Le gouvernement de Gerhard Schröder avait en effet annoncé la mise en oeuvre d'une politique nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Dans l'accord de coalition des deux partis, il était question de renforcer les aides à l'urbanisation, celle-ci devant désormais articuler entre eux plusieurs champs de compétences.

Se trouve ainsi posé un double enjeu, d'une part la capacité des villes à prendre en charge de telles politiques et à réguler, à leur niveau, les contradictions sociales et urbaines, de l'autre, pour l'Etat fédéral, sa capacité de redéfinir un rôle différent avec le passage d'un Etat qui assiste et qui aide à un Etat qui anime.

3.2 Objets, domaines et méthodes retenues pour la mise en oeuvre

Le programme «Soziale Stadt» ne repose pas sur une loi fédérale car le domaine de compétence majeur concerné, la politique urbaine, relève des länder. Il s'agit, en fait d'un agrément administratif «Verwaltungsvereinbarung» passé entre le gouvernement fédéral et les länder (en application de l'article 104a de la loi fondamentale).

Cet agrément qui doit être renouvelé tous les ans, respecte le principe suivant : *«La Fédération peut accorder aux Länder des aides financières destinées aux investissements particulièrement importants des Länder et des communes (ou groupements de communes) lorsque ceux-ci sont nécessaires, soit pour parer une perturbation de l'équilibre global de l'économie, soit pour compenser les inégalités de développement économique existant à l'intérieur du territoire fédéral, soit pour promouvoir la croissance économique».* ¹⁰

Cet agrément a été signé par tous les Länder en 1999 car si un seul d'entre eux avait refusé, il aurait été impossible de faire quelque chose. Il s'agit donc d'une politique conjointe entre le gouvernement fédéral et les länder.

Au niveau fédéral, cette politique est confiée au Ministère des transports, de la construction et du logement qui a signé un accord avec les Länder en matière de cofinancement des projets. Dans le programme conjoint, il y a une sorte de division du travail. Compte tenu du ministère de rattachement, la politique de «Soziale Stadt» est très marquée par la thématique de l'investissement (le «hardware»), les autres dimensions étant renvoyées aux länder et aux villes

Des agréments similaires et des contrats sont signés au niveau des Länder (coopération verticale et horizontale). En lien avec les communes, les länder ont la charge des règles de cofinancement dans les programmes et les projets. En ce qui concerne la coopération horizontale, le ministère compétent s'efforce de participer aux projets et de les soutenir à travers d'autres modes d'action.

Parallèlement, l'Institut fédéral d'urbanisme (DIFU) fait office de relais d'informations et de conseil. Il intervient en tant que médiateur dans la mise en place de cette politique.

L'impossibilité où se trouve l'échelon fédéral d'intervenir directement pour monter des projets dans les centres urbains fait qu'en pratique, les länder et les villes jouissent d'une certaine marge de manœuvre dans la mesure où ils sont chargés de traduire dans les faits les options décidées au niveau fédéral en partenariat avec les länder et les villes.

On peut par conséquent s'attendre à ce que les Villes-Etats (Berlin, Brême et Hambourg) et les Bundesländer qui ont déjà mis en place leur propre politique de développement urbain, continuent de l'étendre et de la renforcer à l'aide des nouveaux moyens mis à leur disposition par l'échelon fédéral.

Les objectifs prioritaires de cette nouvelle politique en construction concernent deux dimensions essentielles :

¹⁰ - Universität des Saarlandes, Université Nancy 2, Loi fondamentale pour la République fédérale d'Allemagne, Grundgesetz für die Bundesrepublik Deutschland, édition synoptique bilingue, traduction de l'Office de presse et d'information du gouvernement fédéral,

- une amélioration des conditions de vie dans les quartiers considérés comme défavorisés qui emprunte souvent la voie de l'intervention sur l'espace physique
- une augmentation de l'efficacité des politiques publiques sectorielle mises en œuvre jusqu'alors (renforcement du rôle des villes, approches transversales, renforcement de la gestion de proximité dans les quartiers, participation des citoyens, etc.).

Cette politique repose sur une impulsion nouvelle donnée aux domaines d'intervention suivants :

- en initiant une dynamique à travers le renforcement de l'économie locale, la protection de l'emploi et la qualification des demandeurs d'emplois ;
- en créant une dynamique sociale par l'amélioration des conditions de logement (diversification du parc de logements, soutien de la cohésion du lien social, amélioration des conditions d'une mixité de population grâce au renforcement de l'attractivité des quartiers pour de nouveaux arrivants potentiels, renforcement de la sécurité dans l'espace public et l'amélioration des infrastructures) ;
- en promouvant l'environnement à travers une planification et des constructions écologiques ;
- en impulsant une politique croisant plusieurs champs d'intervention.

A Hambourg, huit projets-pilote ont été tout d'abord conduits par des organisations intermédiaires «Projektentwickler» qui jouent le rôle de «développeur de projets». Ces instances sont chargées de donner un réel contenu réel aux notions de participation et de coopération des populations, de permettre des améliorations en terme d'habitat et d'emplois et de participer enfin au développement de projets innovants avec notamment l'entrée territorialisée. C'est la principale innovation : élaborer un seul grand projet pour un territoire donné fédérant toutes les interventions et signer un contrat sur 5 ans avec les partenaires pour y parvenir.

En 1998, un programme pour le développement social des quartiers «Soziale Stadtteilentwicklung » est adopté par les instances de la ville. Par rapport au programme précédent on assiste à un renforcement de la contractualisation autour d'un projet de développement de quartier «Quek Quartiersentwicklungskonzept».

La négociation de ce programme s'est faite à l'échelle de l'arrondissement et non plus de la ville, ce programme mettant en évidence deux volets : le premier reste concentré sur le renouvellement physique, le second a une vocation plus large facilitant les projets transversaux et portant davantage sur le social.

A Berlin, Un programme de «management de quartiers» a été mis en place en 1998 qui concerne 15 quartiers. Le but de ce programme est d'enrayer la spirale négative dans laquelle se trouvent pris ces quartiers et, à long terme, d'y améliorer les conditions d'existence.

Une première ligne budgétaire a été ouverte pour une durée de trois ans et mise à la disposition des 15 quartiers (10 à 20 000 habitants chacun). La somme allouée à chaque quartier pour cette opération de management est de 30 000 DM. Parallèlement, a été mis en place un fond de ressources flexibles, utilisables à tout moment dans les quartiers pour le financement d'actions à court terme. Ce

«fond d'action» est alimenté par des subventions et plafonné à hauteur de 30 000 DM par an et par quartier.

La Rhénanie du Nord – Wesphalie a été pionnière en lançant, en 1991, le premier programme de développement social urbain (Dortmund – Nordstadtprogramm).

En 1994, le cabinet gouvernemental de la région a mis sur pied un programme d'actions transversal en direction des Quartiers ayant des besoins particuliers de renouvellement «Stadtteile mit besonderem Erneuerungsbedarf». L'objectif de ce programme est alors la revalorisation de certains quartiers réputés difficiles, pour tenter de réguler et de maîtriser la fracture sociale et urbaine. Les caractéristiques essentielles de ce programme d'action intégré sont les suivantes : une approche globale du traitement des problèmes locaux, la participation des habitants et la mise en relation des activités locales, le travail en étroite collaboration des différents niveaux d'action politique.

4 - DYNAMIQUE PARTENARIALE

4.1 Organisation du système politico-administratif et institutionnel et partenaires associés dans les PIDU

L'Allemagne est un pays fédéral, l'unification allemande datant de 1871. Il y a une tradition de partage des pouvoirs entre le niveau fédéral (le Bund) ¹¹ et les entités territoriales (les Länder), ¹² ce partage étant régi par la loi fondamentale. Les länder ne sont pas une décentralisation de l'Etat central, ils ont une autonomie relative avec toutes les caractéristiques d'un Etat (une constitution, un parlement, le pouvoir législatif, un gouvernement,...).

Le pouvoir législatif est réparti entre les länder (culture, police, éducation, affaires communales, politique de rénovation urbaine et urbanisme) et le fédéral (autres domaines de compétence). Les textes législatifs fédéraux priment sur ceux des länder, ceux-ci étant de plus en plus encadrés par le système fédéral. ¹³

La grande majorité des services publics est placée sous la responsabilité des Länder, les ministères fédéraux n'ayant pas de services déconcentrés et le reste des services sont placés sous la responsabilité des communes. Une politique formulée au niveau fédéral est mise en œuvre au niveau des Länder. Le pouvoir judiciaire fonctionne sous le principe de la subsidiarité.

Enfin les Villes-Etat (Berlin, Brême, Hambourg) fonctionnent de manière beaucoup plus réactive (confusion du Land et de la commune). ¹⁴

Les communes sont considérées comme des instances administratives mais elles ont une assez grande marge d'autonomie. Les villes ont en charge l'aménagement du territoire urbain, la mise en œuvre du renouvellement urbain, l'aide sociale et l'entretien des bâtiments scolaires.

Les communes en Allemagne sont découpées en arrondissements. Les administrations d'arrondissement assurent une grande partie du travail administratif communal. Le contact du citoyen avec l'administration au quotidien se fait surtout à ce niveau-là. C'est le niveau de l'arrondissement qui enregistre le lieu de résidence, qui s'occupe de la distribution des aides sociales, qui est en charge de délivrer les cartes d'identités, les passeports, les permis de conduire, de pêche ou de chasse.

Finalement, l'urbanisme est porté par deux instances, les länder (législation et conception des programmes), les villes (mise en œuvre des programmes).

¹¹ - Parlement du Bund : le Bundestag

¹² - Parlement du land : le Landtage

¹³ - Universität des Saarlandes, Université Nancy 2, Loi fondamentale pour la République fédérale d'Allemagne, Grundgesetz für die Bundesrepublik Deutschland, édition synoptique bilingue, traduction de l'Office de presse et d'information du gouvernement fédéral, in <http://www.jura.unisb.de/BIJUS/grundgesetz/>

¹⁴ - Parlement de la Ville-Etat : Bürgerschaft (citoyenneté, ensemble des citoyens).

4.2 Mode de gestion du partenariat (comité de pilotage, task force...). Coopérations, contrats et conventions.

Les actions de développement social urbain sont essentiellement du ressort des collectivités locales et notamment des communes. Ces dernières n'ont cependant pas toute liberté en la matière car leurs actions doivent s'inscrire dans le cadre juridique fixé par les instances supérieures. Ces dernières influencent également les initiatives locales proportionnellement à leur participation financière.

L'échelon fédéral intervient dans le domaine du développement social urbain par l'intermédiaire de ses actions dans le cadre juridique général qui régit les actions locales et par l'intermédiaire de ses programmes expérimentaux et des prêts consentis aux différents acteurs du développement social urbain et aux particuliers. L'implication du fédéral dans la Soziale Stadt s'explique uniquement par des impératifs de solidarité nationale et de généralisation des « bonnes pratiques ». Le principe d'animation réciproque « Gegenstromprinzip » est le maître-mot.

La question de la coopération horizontale entre politiques sectorielle et administration, tant au niveau local qu'au niveau central est au cœur du débat. Ainsi, un **conseil interministériel tenu en juillet 2002** a été consacré à cette question. En effet, le programme « Soziale Stadt » crée des confusions au niveau fédéral. La coopération entre différents ministères apparaît désormais comme une nécessité impérative alors que la tradition de l'action ministérielle et administrative est largement marquée par le cloisonnement du travail. Ainsi le Ministère de l'économie doit accepter que certaines mesures qui relèvent de ses prérogatives soient mises en œuvre par le Ministère des transports, de la construction et du logement.

La mise en œuvre des politiques intégrées de développement urbain incombe principalement aux villes et aux communes car c'est à ce niveau que se trouvent les compétences et les principales administrations impliquées par ces politiques : la jeunesse (Jugendamt), l'aide sociale (Sozialamt), la construction et l'urbanisme (Bau und Stadtplanung). Les seules exceptions concernent les agences pour l'emploi (Arbeitsamt) de compétence fédérale et l'éducation de compétence des länder (sauf pour les bâtiments).

Chaque autorité locale est libre de mettre en œuvre cette politique comme elle l'entend et notamment en ce qui concerne cette thématique centrale de la coopération horizontale (transversale) entre les services sectorisés.

Par exemple en Rhénanie du Nord – Westphalie, le programme « Stadtteile mit besonderem Erneuerungsbedarf » lancé en 1998 donne lieu à la mise en place d'un groupe de pilotage interministériel « Interministerelle Arbeitsgruppe - INTERMAG ». Vingt-huit quartiers sont aujourd'hui impliqués dans ce programme, chacun ayant su développer ses propres stratégies et ses propres projets au niveau local. Un réseau d'échange d'expériences entre les communes participantes est organisé, animé et géré par un institut régional (Institut de recherche pour le développement urbain et régional du land de Rhénanie du Nord - Westphalie).

5 - DYNAMIQUE PARTICIPATIVE

Groupes-cible et caractéristiques des personnes impliquées (nombre, qualification, compétences). Méthodes utilisées pour identifier le potentiel des individus et des groupes (capital social). Formes de participation et d'implication. Méthodes utilisées pour renforcer le pouvoir des individus et des groupes (stratégies d'empowerment).

Comme dans de nombreux pays européens, la participation des habitants et plus largement des divers acteurs aux politiques intégrées de développement urbain est considérée comme une priorité. Cette question se pose d'autant plus dans un pays comme l'Allemagne qui fait appel de plus en plus aux immigrés, ceux-ci n'ayant pas la possibilité de participer au système de démocratie représentative. Elle se pose aussi, en Allemagne comme ailleurs en raison de la perte de confiance des habitants des territoires concernés par ces politiques vis-à-vis des instances politico-administratives traditionnelles.

Il n'est donc pas étonnant que cet objectif soit explicitement désigné dans la formulation de ces politiques. Malheureusement, il y a loin de la coupe aux lèvres et bien peu d'expériences mises en œuvre mettent l'accent sur cette dimension de la question de même que sur la dimension des discrimination hommes-femmes et la question du genre dans les politiques publiques..

Les programmes menés à Hambourg ou en Rhénanie du Nord Westphalie insistent cependant particulièrement sur cette dimension de la participation des habitants.

Ainsi, à Hambourg dans le cadre du programme pour le développement social des quartiers « Soziale Stadtteilentwicklung » lancé en 1998, l'objectif a été de renforcer la contractualisation avec les différents acteurs en mettant l'accent sur l'engagement des habitants. Un fonds participatif de 20 000 euros par an est alloué, le financement global du projet s'élevant à 73 millions d'Euros

La participation et plus exactement la citoyenneté sont les objectifs majeurs de ce programme. Le programme vise la reconstruction de nouveaux modes de démocratie dans la gestion du local à partir d'une logique communautaire et partenariale en s'appuyant sur diverses mesures qui contribuent à reconstruire la confiance :

- le renforcement de la dimension participative de la politique dans les quartiers en suscitant un effort de participation individuel,
- l'incitation de l'investissement économique privé dans les quartiers à partir du rôle moteur de l'investissement public,
- le renforcement du maillage du tissu économique local en renforçant la coopération entre les acteurs économiques locaux, élargie à d'autres acteurs extérieurs,
- l'amélioration de la qualité de l'habitat à travers la modernisation et la réhabilitation des constructions,
- le développement des centres de ces quartiers et la requalification du cadre de vie, la sécurisation et l'extension des infrastructures socio-culturelles,
- le renforcement de la dimension préventive de la politique des quartiers.

6 - MOBILISATION DES RESSOURCES

Mobilisation des ressources humaines (professionnelles, bénévoles, volontaires). Place du rapport hommes-femmes. Place des minorités dans les dispositifs. Emergence de nouveaux métiers et de nouvelles professions. Transformation des organisations politico-administratives. Mobilisation de ressources financières (financements publics et privés, collecte des ressources d'épargne locale, etc.). Le financement de cette politique, des programmes et des projets. Le processus d'accumulation et de transmission des savoirs et des savoir-faire. Le processus de qualification du milieu. Pouvoirs et coalitions politiques

6.1 Le financement de cette politique, des programmes et des projets

Dès 1998, un fonds de 100 millions de DM a été attribué aux communes et aux régions afin de soutenir le développement et la rénovation de quartiers défavorisés. A cette époque cette aide versée n'est pas encore liée à une politique ou à un programme d'action. Cette somme correspond à un tiers du budget puisqu'il est demandé aux Länder et aux villes de s'engager pour un même montant.

Ce budget est plutôt «symbolique», il est là pour indiquer une orientation et susciter des innovations en direction d'une approche plus intégrée intégrant des mesures sociales. Seulement 25% des crédits alloués aux Länder doivent être consacrés à des mesures de « software »

En 2001, le budget de l'Etat fédéral consacré à la Soziale Stadt est de 150 millions de DM soit un total de crédits consolidés de 450 millions de DM, budget en augmentation alors que la plupart des autres postes budgétaires ont été réduits celui-ci a été augmenté ce qui indique bien quelle est l'importance aujourd'hui de cette politique de Rénovation urbaine en Allemagne.

Le budget peut sembler modeste, il faut tenir compte cependant des éléments suivants :

- l'effet de levier pour orienter les financements de droit commun vers les quartiers
- la demande faite aux autres ministères de concentrer leurs nouveaux programmes sur les territoires Soziale Stadt,

Le budget fédéral est réparti entre les Länder et non pas distribué directement aux villes (il n'y a pas de lien direct entre pouvoir fédéral et villes, tout doit passer par le Land). La répartition entre les Länder se fait en fonction de trois critères ayant une même pondération : population, logement, taux de chômage.

6.2 La procédure

Les villes qui souhaitent être retenues dans le programme doivent postuler auprès de leur Land respectif en présentant un diagnostic de la situation dans les quartiers dégradés et les mesures à mettre en œuvre. La procédure de choix semble reposer sur les difficultés que rencontrent les quartiers et sur la qualité des propositions. En RNW, aucun projet n'a été rejeté et il semble qu'il y ait

suffisamment d'argent pour satisfaire toutes les villes qui veulent mettre en œuvre une approche intégrée.

Les fonds sont alloués aux villes par les Länder eux-mêmes. A Hambourg les fonds fédéraux sont distribués par le Land à plus de quartiers que ce qui était prévu à l'origine. Le Land de Hambourg a sept quartiers inscrits dans le Soziale Stadt, mais l'argent fédéral reçu est distribué sur 46 quartiers qui participent dans le programme « Développement social urbain ».

Les Länder décident aussi de la manière dont peut être dépensé l'argent qui vient du niveau fédéral. La seule condition est que cet argent soit dépensé sur de l'investissement dans une perspective d'approche intégrée (modèles retenus UE URBAN et Rhénanie du Nord – Westphalie).

7 - METHODES D'EVALUATION

Les méthodes d'évaluation utilisées. Les critères de succès. L'aboutissement des politiques (Arrêt ? Intégration dans le fonctionnement normal ? Effets sur l'organisation des institutions ?). Effets inattendus des politiques.

7.1 Les méthodes d'évaluation utilisées

Le Ministère des Transports, de la Construction et du Logement et le DIFU ont lancé une évaluation sur **16 projets modèles «Modellgebiete»**, un par Land, mis en œuvre dans le cadre de la politique « Soziale Stadt ». Chaque land a choisi un projet modèle pour faire une évaluation. Aucun critère commun n'a été sélectionné ce qui réduit les possibilités de comparaison pour le DIFU et pour les équipes d'évaluation retenues par le Ministère fédéral

Baden-Württemberg	Singen : Langenrain
Bayern	Nürnberg: Südstadt-Galgenhof / Steinbühl
Berlin	Berlin-Kreuzberg: Neues Kreuzberger
Brandenburg	Cottbus: Sachsendorf-Madlow
Bremen	Bremen-Gröpelingen: Ohlenhof/Gröpelingen/Lindenhof
Hamburg	Hamburg-Altona: Lurup
Hessen	Kassel: Nordstadt
Mecklenburg-Vorpommern	Schwerin: Neu Zippedorf
Niedersachsen	Hannover: vahrenheide-Ost
Nordrhein-Westfalen	Gelsenkirchen : Bismarck/Shalke-Nord
Rheinland-Pfalz	Ludwigshafen : Westend
Sachsen	Leipzig: Leipziger Osten
Sachsen-Anhalt	Halle (Saale): Silberlöhe
Saarland	Neunkirchen : Innenstadt
Schleswig-Holstein	Rensburg: Neustadt
Thüringen	Leinefelde: Südstadt

Le Land de Rhénanie du Nord – Westphalie a aussi lancé en parallèle une évaluation sur son programme qui concerne maintenant 28 quartiers. Cette évaluation a été confiée à ILS (l'Institut de Recherche sur le développement Régional et Urbain).

Les premiers constats de cette évaluation d'une politique somme toute très récente sont les suivants :

- le programme Soziale Stadt est un programme «top-down» avec une sérieuse dimension bottom-up,
- son efficacité est surtout symbolique ; l'Etat fédéral se saisit de l'importance de la question des villes et il le fait en mettant en œuvre une politique fondée sur les propositions formulées par les Länder et les villes,
- par delà les améliorations qu'elle apporte dans les quartiers, la politique Soziale Stadt a un effet positif sur les politiques de lutte contre la pauvreté en les inscrivant sur l'agenda politique national.

Cette politique oblige aussi à une coopération verticale et horizontale entre les niveaux et les services (logement, social et économie). Le rattachement au Ministère des Transports, de la Construction et du Logement fait que la plupart des mesures financées relèvent de ce domaine. Certains considèrent qu'il serait nécessaire qu'un ministère des affaires urbaines voit le jour afin de pouvoir mettre en œuvre une politique intégrée.

Les Länder ne s'engagent pas de la même manière sur le plan financier. Le Land de Rhénanie du Nord – Westphalie contribue dans certains cas jusqu'à 80%. La plupart des Länder attribuent les fonds pour une période d'un an ce qui crée de l'insécurité pour les projets. Il est difficile de faire autrement compte tenu de l'agrément national annuel. Par ailleurs, dans le Soziale Stadt, apparemment, les länder n'ont pas de comptes à rendre sur l'utilisation des fonds fédéraux. L'utilisation de ces crédits est très politique.

La question de la participation des habitants est devenue importante depuis les années quatre-vingt. En fait, il est difficile de mettre en place des projets sociaux et de financer un réseau compte tenu des modalités de financements ciblés sur le « hardware ». Selon le DIFU seulement un tiers des quartiers incluent dans le Soziale Stadt met en œuvre une approche intégrée innovante dans laquelle les différents services participent et où les habitants sont impliqués activement.

La question de la décentralisation infra-communale (au niveau des arrondissements) du management de cette politique est posée (cf. Hambourg).

ANNEXES

ANNEXES 1 : DOCUMENTS CARTOGRAPHIQUES ET SCHEMAS EXPLICATIFS

1 - Carte de l'Allemagne



2 - Carte des länder

Carte territoriale de l'Allemagne



Source : Wagner (A)

3 - Carte des villes retenues dans le programme Sociale Stadt

Bund-Länder-Programm "Die soziale Stadt" und URBAN II - Städte



Am Programm "Die soziale Stadt" teilnehmende Gemeinden mit Anzahl geförderter Maßnahmen (Stand: Programm 2001)



URBAN II - Städte

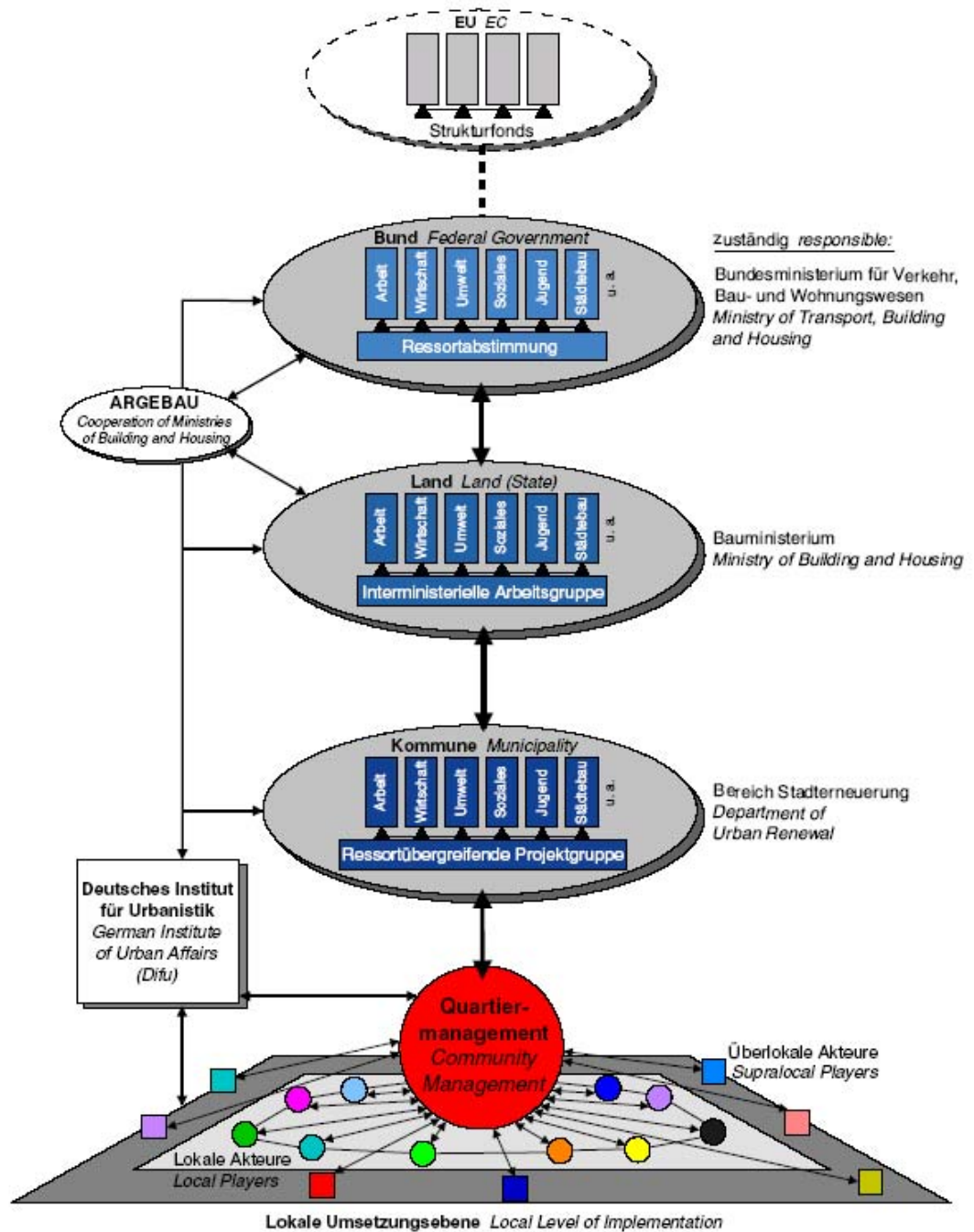


Kreise: Stand 199

Quellen: Bundesministerium für Verkehr, Bau- und Wohnungswesen sowie Website www.info regio.ccc.eu.int

Anmerkung: Es wurden nur laufende sowie ruhende Maßnahmen der "sozialen Stadt" berücksichtigt, bereits ausfinanzierte hingegen nicht.

4 - Organisation du programme « Soziale Stadt »



LISTE DES VILLES ET DES QUARTIERS SOCIALE STADT

Baden-Württemberg

Albstadt	<i>Ebingen-West</i>	*
Ehingen	<i>Untere Stadt</i>	*
Esslingen am Neckar	<i>Pliensauvorstadt</i>	*
Freiburg im Breisgau	<i>Alt-Haslach</i>	*
Heidelberg	<i>Emmertsgrund</i>	*
Heilbronn	<i>Nordstadt</i>	*
Karlsruhe	<i>Oststadt/West</i>	*
Kornwestheim	<i>Weststadt</i>	*
Ludwigsburg	<i>Eglosheim II</i>	*
Mannheim	<i>Frischer Mut, Waldhof-Ost</i>	*
Mannheim	<i>Durlacher Straße, Rheinau</i>	*
Mannheim	<i>Rainweidenstraße, Neckarstadt-West</i>	*
Pforzheim	<i>Oststadt</i>	*
Rastatt	<i>Rastatt-West</i>	*
Rheinfelden (Baden)	<i>Oberrheinfelden</i>	*
Schwäbisch Gmünd	<i>Oststadt</i>	*
Singen	<i>Langenrain</i>	*
Stuttgart	<i>Freiberg/Mönchfeld</i>	*
Tuttlingen	<i>In der Schmelze</i>	*
Ulm	<i>Weststadt</i>	*

Bayern

Amberg	<i>Bergsteig</i>	*
Ansbach	<i>Stadtkern</i>	*
Aschaffenburg	<i>Damm-Mitte</i>	*
Augsburg	<i>Oberhausen-Nord</i>	*
Bamberg	<i>Östlich der Bahnlinie</i>	*
Bayreuth	<i>St. Georgen - Insel</i>	*
Bobingen	<i>Innenstadt mit Nord und Süd</i>	*
Bodolz	<i>Enzisweiler</i>	*
Elsfeld	<i>Werksiedlung</i>	*
Erlangen	<i>Am Anger</i>	*
Forchheim	<i>Forchheim-Nord</i>	*
Fürth	<i>Westliche Innenstadt</i>	*
Grafenwöhr	<i>Eichendorffstraße</i>	*
Hof	<i>Bahnhofsviertel</i>	*
Ingolstadt	<i>Piusviertel</i>	*
Kaufbeuren	<i>Stadtteil Neugablonz</i>	*
Kempten	<i>Thingers-Nord</i>	*
Kolbermoor	<i>ehemalige Werkssiedlung der Spinnerei</i>	*
Kronach	<i>Altstadt</i>	*
Krumbach (Schwaben)	<i>Quartier Markgrafenstraße/Kammel</i>	*

Landshut	<i>Nikola-Gelände</i>	*	
Leipheim	<i>Südlich der Heerstraße</i>		*
Lindau (Bodensee)	<i>Ortsteil Zech</i>		*
Manching	<i>Donaufeld-Siedlung</i>		*
Markredwitz	<i>Breslauer Straße</i>		*
München	<i>Hasenberg</i>	*	
München	<i>Milbertshofen</i>	*	
München	<i>Mittlerer Ring</i>	*	
Neu-Ulm	<i>Vorfeld</i>	*	
Neuburg an der Donau	<i>Ostend</i>		*
Neumarkt i.d. Oberpfalz	<i>Stadtkern</i>		*
Neustadt bei Coburg	<i>Siemensring</i>		*
Neustadt bei Coburg	<i>Krieger-Gedächtnis-Siedlung</i>		*
Nürnberg	<i>Nordostbahnhof</i>	*	
Nürnberg	<i>Galgenhof/Steinbühl</i>		*
Nürnberg	<i>Altstadt-Süd</i>	*	
Regensburg	<i>Humboldtstraße</i>		*
Rosenheim	<i>Endorfer Au/Finsterwalderstraße</i>		*
Rosenheim	<i>Happing - Isarstraße/Traberhofstraße</i>		*
Rosenheim	<i>Lessingstraße/Pfaffenhofener Straße</i>		*
Schwabach	<i>Schwalbenweg</i>	*	
Schwabach	<i>Altstadt</i>	*	
Schweinfurt	<i>Grüner Markt</i>	*	
Selb	<i>Stadtteil Vorwerk</i>	*	
Sulzbach-Rosenberg	<i>Rosenberg-Ost</i>		*
Vohenstrauß	<i>Waidhauser Straße</i>		*
Weiden	<i>Quartier Stockerhut</i>	*	
Würzburg	<i>Heuchelhof</i>	*	
Zirndorf	<i>Nordstadt West</i>	*	

Berlin

Berlin-Friedrichshain-Kreuzberg	<i>Boxhagener Platz</i>	*	
Berlin-Friedrichshain-Kreuzberg	<i>Kreuzberg - Kottbusser Tor</i>		*
Berlin-Friedrichshain-Kreuzberg	<i>Wrangelkiez</i>	*	
Berlin-Marzahn-Hellersdorf	<i>Stadtteil1 (Nord und West)</i>		*
Berlin-Mitte	<i>Sparrplatz</i>	*	
Berlin-Mitte	<i>Magdeburger Platz</i>	*	
Berlin-Mitte	<i>Moabit West (Beusselkiez)</i>		*
Berlin-Mitte	<i>Soldiner-/Wollankstraße</i>	*	
Berlin-Mitte	<i>Reinickendorfer/Pankstraße</i>		*
Berlin-Neukölln	<i>Rollbergsiedlung</i>	*	
Berlin-Neukölln	<i>Schillerpromenade</i>	*	
Berlin-Neukölln	<i>Sonnenallee, High-Deck-Siedlung</i>		*
Berlin-Neukölln	<i>Reuterplatz</i>	*	
Berlin-Pankow	<i>Prenzlauer Berg - Falkplatz</i>	*	
Berlin-Pankow	<i>Prenzlauer Berg - Helmholtzplatz</i>		*
Berlin-Tempelhof-Schöneberg	<i>Schöneberger Norden (Sozialpalast/Bülowstraße)</i>		

[Berlin-Treptow-Köpenick](#) *Oberschöneweide* *

Brandenburg

[Brandenburg](#) *Neubaugebiet Hohenstücken* *
[Cottbus](#) *Sachsendorf-Madlow* *
[Eberswalde](#) *Brandenburgisches Viertel* *
[Fürstenwalde](#) *Fürstenwalde Nord* *
[Lübbenau](#) *Neustadt Lübbenau* *
[Neuruppin](#) *Wohnkomplex I-III* *
[Potsdam](#) *Stern/Drewitz* *
[Potsdam](#) *Innenstadt* *
[Prenzlau](#) *Neubaugebiet Innenstadt* *
[Schwedt](#) *Obere Talsandterrassen* *
[Senftenberg](#) *Westliche Innenstadt* *
[Velten](#) *Velten Süd* *
[Wittenberge](#) *Jahnschulviertel* *

Bremen

[Bremen-Blumenthal](#) *Lüssumer Ring, Lüssumer Heide* *
[Bremen-Burglesum](#) *Marßeler Feld* *
[Bremen-Hemelingen](#) *Drillstraße/Hinter den Ellern* *
[Bremen-Huchting](#) *Sodenmatt/Kirchhuchting* *
[Bremen-Obervieland](#) *Kattenturm-Mitte* *
[Bremen-Osterholz](#) *Blockdiek* *
[Bremen-Osterholz](#) *Tenever* *
[Bremen-Schwachhausen/Vahr](#) *Neue Vahr (Nord, Südwest, Südost)* *
[Bremen-Vegesack](#) *Grohner Düne* *
[Bremen-West](#) *Ohlenhof, Gröpelingen, Lindenhof* *
[Bremerhaven](#) *Wulsdorf-Ringstraße* *

Hamburg

[Hamburg](#) *Barmbeck-Süd* *
[Hamburg](#) *Lohbrügge-Nord* *
[Hamburg](#) *Osdorfer Born* *
[Hamburg-Altona](#) *Lurup* *
[Hamburg-Harburg](#) *Heimfeld-Nord* *
[Hamburg-Horn](#) *Horner Geest* *
[Hamburg-Wandsbek](#) *Großlohe* *

Hessen

[Darmstadt](#) *Eberstadt/Süd* *
[Darmstadt](#) *Kranichstein* *
[Dietzenbach](#) *Östliches Spessartviertel* *
[Erlensee](#) *Rückingen* *
[Eschwege](#) *Heuberg* *

Frankfurt am Main	<i>Unterliederbach-Engelsruhe</i>	*
Frankfurt am Main	<i>Gallusviertel</i>	*
Fulda	<i>Aschenberg</i>	* *
Gießen	<i>Nordstadt</i>	*
Hanau	<i>Lamboy</i>	*
Hanau	<i>Südliche Innenstadt</i>	*
Hattersheim a. M.	<i>Südring</i>	*
Kassel	<i>Nordstadt</i>	*
Kassel	<i>Oberzwehren</i>	*
Langen	<i>Nord</i>	*
Langen	<i>Nord</i>	*
Limburg	<i>Nord</i>	*
Maintal	<i>Dörnigheim (Westend)</i>	*
Marburg	<i>Oberer Richtsberg</i>	*
Marburg	<i>Unterer Richtsberg</i>	*
Offenbach	<i>Östliche Innenstadt</i>	*
Rauheim	<i>Ringstraße</i>	*
Rüsselsheim	<i>Dicker Busch II</i>	*
Seligenstadt	<i>Seligenstadt-Nord</i>	*
Stadtallendorf	<i>Stadtallendorf-Inseln in der Stadt</i>	*
Wetzlar	<i>Silhöfer Aue/Westend</i>	*
Wiesbaden	<i>Westend</i>	*
Wiesbaden	<i>Biebrich (Süd-Ost)</i>	*

Mecklenburg-Vorpommern

Greifswald	<i>Innenstadt/Fleischervorstadt</i>	*
Neubrandenburg	<i>Altstadt</i>	*
Neubrandenburg	<i>Nordstadt - Ihlenfelder Straße</i>	*
Rostock	<i>Groß-Klein</i>	*
Rostock	<i>Schmarl</i>	*
Schwerin	<i>Neu-Zippendorf</i>	*
Schwerin	<i>Feldstadt</i>	*
Stralsund	<i>Grünhufe</i>	*
Wismar	<i>Altstadt/Quartier 60</i>	*

Niedersachsen

Achim	<i>Achim-Nord</i>	*
Belm	<i>Powe</i>	*
Braunschweig	<i>Westliches Ringgebiet</i>	*
Celle	<i>Neustadt</i>	*
Delmenhorst	<i>Wollepark</i>	*
Emden	<i>Barenburg</i>	*
Fallingb. B.	<i>Wohngebiet Weinberg</i>	*
Goslar	<i>Unteroker</i>	*
Göttingen	<i>Grone Süd und Alt-Grone</i>	*
Hannover	<i>Mittelfeld</i>	*

[Hannover](#) *Vahrenheide-Ost* *
[Hannover](#) *Hainholz* *
[Hannoversch Münden](#) *Altstadt III* *
[Hildesheim](#) *Drispenstedt* *
[Leer](#) *Oststadt* *
[Lüneburg](#) *Kaltenmoor* *
[Nienburg](#) *Lehmwandlungssiedlung* *
[Nordenham](#) *Einswarden* *
[Northeim](#) *Südstadt* *
[Oldenburg](#) *Kennedy-Viertel* *
[Osnabrück](#) *Rosenplatz* *
[Osterholz-Scharmbeck](#) *Osterholz-Scharmbeck* *
[Rehburg-Loccum](#) *Bad Rehburg* *
[Salzgitter](#) *Fredenberg* *
[Seelze](#) *Ortsteil Letter* *
[Stade](#) *Altländer Viertel* *
[Wilhelmshaven](#) *Südstadt* *
[Wolfsburg](#) *Westhagen* *

Nordrhein-Westfalen

[Aachen](#) *Ostviertel/Rothe Erde* *
[Ahlen](#) *Süd-Ost* *
[Bergheim](#) *Bergheim Süd-West* *
[Bonn](#) *Dransdorf* *
[Bottrop](#) *Boy-Welheim* *
[Bottrop](#) *Lehmkuhle/Ebel* *
[Brakel](#) *Bökendorfer Grund (ehem. Lange Wanne)* *
[Detmold](#) *Hakedahl* *
[Dinslaken](#) *Lohberg* *
[Dormagen](#) *Hackenbroich* *
[Dortmund](#) *Scharnhorst-Ost* *
[Dortmund](#) *Hörde-Clarenberg* *
[Dortmund](#) *Nördliche Innenstadt* *
[Duisburg](#) *Bruckhausen* *
[Duisburg](#) *Marxloh* *
[Duisburg](#) *Hochfeld-West* *
[Duisburg](#) *Nebenzentrum Beeck* *
[Düren](#) *Süd-Ost* *
[Düsseldorf](#) *Flingern/Oberbilk* *
[Eschweiler](#) *Eschweiler Ost* *
[Essen](#) *Altendorf* *
[Essen](#) *Katernberg* *
[Gelsenkirchen](#) *Bismarck/Schalke-Nord* *
[Gelsenkirchen](#) *Bulmke-Hüllen/Ückendorf/Neustadt* *
[Gladbeck](#) *Butendorf* *
[Hagen](#) *Vorhalle* *
[Hagen](#) *Altenhagen* *

[Hamm](#) *Hammer Norden* *
[Hamm](#) *Hammer-Westen* *
[Heiligenhaus](#) *Oberilp* *
[Herne](#) *Bickern/Unser Fritz* *
[Köln](#) *Chorweiler* *
[Köln](#) *Köln-Kalk, Kalk-Post und Vingst-Höhenberg* *
[Köln](#) *Bocklemünd-Mengenich* *
[Köln](#) *Porz-Finkenbergr* *
[Krefeld](#) *Krefeld Süd* *
[Monheim am Rhein](#) *Berliner Viertel* *
[Oberhausen](#) *Knappenviertel* *
[Oberhausen](#) *Arbeitersiedlung Stemmersberg* *
[Oberhausen](#) *Lirich* *
[Ratingen](#) *Ratingen-West* *
[Recklinghausen](#) *Hochlarmark* *
[Siegen](#) *Fischbacherberg* *
[Solingen](#) *Fuhr* *
[Wuppertal](#) *Ostersbaum* *

Rheinland-Pfalz

[Annweiler](#) *An der Queich* *
[Bad Kreuznach](#) *Am Tilgesbrunnen* *
[Germersheim](#) *Stadtkern* *
[Kaiserslautern](#) *Am Kalkofen* *
[Kaiserslautern](#) *Innenstadt-West* *
[Koblenz](#) *Ehrenbreitstein* *
[Koblenz](#) *Am Luisenturm* *
[Koblenz](#) *Stadtteil Goldgrube* *
[Koblenz](#) *Flugfeld Karthause* *
[Ludwigshafen](#) *Westendviertel* *
[Ludwigshafen](#) *Mundenheim Südost* *
[Ludwigshafen](#) *Oggersheim-West* *
[Mainz](#) *Neustadt* *
[Mainz](#) *Finthen-Römerquelle* *
[Mainz](#) *Berliner Viertel* *
[Pirmasens](#) *Projekt AQUA/Husterhöh* *
[Pirmasens](#) *Projekt Kantstraße/Husterhöh* *
[Speyer](#) *Speyer-Nord* *
[Trier](#) *Ehrang* *
[Trier](#) *Trier-Nord* *

Saarland

[Dillingen](#) *Innenstadt, Leipziger Ring, Lokschuppen und Papiermühle* *
[Friedrichsthal](#) *Am Kolonieschacht, Feld- und Grillparzerstraße* *
[Losheim am See](#) *Ortskern* *

[Merzig](#) *Schalthaussiedlung-Kernstadt* *
[Neunkirchen](#) *Östliche Innenstadt/Oberer Markt* *
[Saarbrücken](#) *Nauwieserviertel* *
[Saarbrücken](#) *Brebach* *
[Schwalbach](#) *Elm-Derlen* *
[Spiesen-Elversberg](#) *Ortskern Spiesen* *
[St. Ingbert](#) *St. Ingbert-Mitte* *
[St. Wendel](#) *Innenstadt und Kaserne* *
[Sulzbach](#) *Altenwald* *
[Völklingen](#) *Unteres Wehrden* *

Sachsen

[Bautzen](#) *Gesundbrunnen* *
[Chemnitz](#) *Schloßchemnitz* *
[Chemnitz](#) *Stadtumbau I* *
[Dresden](#) *Prohlis/Reicker Straße* *
[Ebersbach](#) *Ortsteil Oberland* *
[Freiberg](#) *Erweiterte Bahnhofsvorstadt* *
[Freital](#) *Potschappel* *
[Glauchau](#) *Unterstadt* *
[Johanngeorgenstadt](#) *Erweiterte Altstadt* *
[Leipzig](#) *Leipziger Osten* *
[Reichenbach](#) *erweiterte Altstadt* *
[Schwarzenberg](#) *Sonnenleithe* *
[Weißwasser](#) *Boulevard und Görlitzer Straße* *
[Zittau](#) *Innenstadt Süd* *
[Zittau](#) *Zittau-Süd* *
[Zwickau](#) *Eckersbach* *

Sachsen-Anhalt

[Dessau](#) *Am Zoberberg* *
[Halberstadt](#) *Richard-Wagner-Ring* *
[Halle](#) *Neustadt* *
[Halle](#) *Silberhöhe* *
[Magdeburg](#) *Neustädter Feld* *
[Sangerhausen](#) *Othaler Weg* *
[Stendal](#) *Stadtsee* *
[Wittenberg](#) *Lerchenberg/Trajuhnscher Bach* *
[Wolfen](#) *Wolfen-Nord* *

Schleswig-Holstein

[Elmshorn](#) *Hainholz* *
[Flensburg](#) *Neustadt* *
[Itzehoe](#) *Edendorf* *

[Kiel](#) *Mettenhof* *
[Kiel](#) *Gaarden* *
[Lauenburg/Elbe](#) *Moorring* *
[Lübeck](#) *Hudekamp* *
[Lübeck](#) *St. Lorenz* *
[Neumünster](#) *Vicelinviertel* *
[Neumünster](#) *Böcklersiedlung* *
[Trappenkamp](#) *Gablonzer Straße* *

Thüringen

[Bad Salzungen](#) *Allendorf* *
[Erfurt](#) *Magdeburger Allee* *
[Gera](#) *Bieblach-Ost* *
[Jena](#) *Lobeda* *
[Leinefelde](#) *Südstadt* *
[Sondershausen](#) *Hasenholz-Östertal* *
[Weimar](#) *Weimar-West*

ANNEXE 2 : CHRONOLOGIE DES POLITIQUES INTEGREES DE DEVELOPPEMENT URBAIN 15

Années 60

Années 60 - Années de **reconstruction urbaine**. L'accent est mis exclusivement sur l'amélioration et l'investissement dans les structures physiques telles que les immeubles de bureau, de logements ainsi que les équipements éducatifs et socio-culturels.

1968

1968 - **Réforme communale**. Fusion des communes. Une organisation du territoire fondée sur une structure multipolaire, polycentrique. Le rôle central des villes est souligné

1969

1969 - **Loi sur les Länder**

1971

1971 - Lancement de la politique de rénovation urbaine avec la loi sur la **Promotion Urbaine « Städtebauförderungsgesetz »**.

1973

1973 - **Création en 1973 de l'Institut allemand d'urbanisme «Deutsche Institut für Urbanistik –DIFU »**, par l'Assemblée des Municipalités Allemandes (Deutscher Städtetag)

1978

1978 - Réformes communales

1984

1984 - Lancement d'une décennie de **Rénovation urbaine douce** intégrant une philosophie de la rénovation urbaine promue par l'Exposition Internationale d'Architecture de Berlin qui tendait à mieux tenir compte des habitants

1989

1989 - **Chute du mur de Berlin.**

1991

1991 - Premières réflexions reliant **développement urbain, aménagement du territoire et lutte contre la pauvreté**. A noter aussi les influences des expériences britanniques, françaises et néerlandaises à travers le programme européen **«Quartiers en Crise»** lancé en 1989 (Brême et Dortmund étaient alors membre du réseau. **16**

15 - Sources bibliographiques Jürgen FRIEDRICH, Rolf FROESSLER, Claude JACQUIER, Hervé VIEILLARD-BARON, Alexander WAGNER, sites : SOZIALE STADT, DIFU.

16 - JACQUIER, Claude (1990).- Voyage dans dix quartiers européens en crise.- L'harmattan

1991 - **Premiers programmes de développement social urbain** dans les Länder de Rhénanie du Nord-Westphalie (Dortmund – Nordstadtprogramm), de Hambourg, de Brême.

1992

1992 - **Ville-Etat de Hambourg**
Lancement du «**Programme de développement social urbain des quartiers**». Ce programme implique différents services de la ville

1993

1993 - **Land de Rhénanie du Nord – Westphalie.**
Décision du cabinet gouvernemental de la région prévoyait un programme d'actions transversal en direction des **Quartiers ayant des besoins particuliers de renouvellement «Stadtteile mit besonderem Erneuerungsbedarf»**. Ce programme donne lieu à la mise en place d'un groupe de pilotage interministériel «**Interministerelle Arbeitsgruppe –INTERMAG**».

1994

1994 - **Urban 1**
Berlin, Brandenburg, Bremen, Chemnitz, Duisburg (Marxloh), Erfurt-Ost, Halle, Kiel, Magdeburg (Cracau), Rostock, Saarbrücken, Zwickau.

1994- **Ville-Etat de Hambourg.**
Lancement d'un **second programme de lutte contre la pauvreté «Armutsbekämpfungsprogramm (1994-1998)**.¹⁷ Ces mesures de lutte contre la pauvreté participent du développement social urbain. Emerge alors la notion de «**Ville de l'égalité sociale**».

1996

1996 - **La conférence des 16 ministres et sénateurs des Länder chargés de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat -ARGEBAU** met l'accent sur les difficultés rencontrées dans les villes et propose une première initiative sur le thème de la **Ville sociale, «Soziale Stadt**». ¹⁸

1997

1997 - **Land de Hesse.**
Mise en place de projets pilote depuis 1997 dans le cadre du programme régional de simple rénovation urbaine.

1998

1998 - **Elections législatives. Succès de la coalition PSD, Grünen.** Le gouvernement de Gerhard Schröder annonce la mise en œuvre d'une politique nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

¹⁷ - Freie und Hansestadt Hamburg, Stadtentwicklungsbehörde, Armutsbekämpfung in Hamburg – Zusätzliche Massnahmen gegen Armut als Bestandteil sozialer Stadtentwicklung, Hamburg 1996.

¹⁸ - Cette proposition est en fait rédigée par la Rhénanie du Nord - Westphalie et la Ville-Etat de Hambourg.

- 1998 - **Un fonds de 100 millions de DM** a été attribué aux communes et aux régions afin de soutenir le développement et la rénovation de quartiers défavorisés.
- 1998 - **Ville-Etat de Hambourg.**
Lancement d'un programme pour le développement social des quartiers «Soziale Stadtteilentwicklung» adopté en septembre 1998 par les instances de la ville. Par rapport au programme précédent on assiste à un renforcement de la contractualisation autour d'un **projet de développement de quartier « Quek Quartiersentwicklungskonzept »**. La négociation de ce projet s'est faite à l'échelle de l'arrondissement et non plus de la ville.
- 1998 - **Ville-Etat de Berlin.**
Un programme de «management de quartiers» a été mis en place qui concerne 15 quartiers. Le but de ce programme est d'enrayer la spirale négative dans laquelle se trouvent pris ces quartiers et, à long terme, d'y améliorer les conditions d'existence.

1999

- | | |
|--------|---|
| 1999 - | Lancement du programme pour les Zones urbaines ayant des problèmes de développement – La Ville Sociale «Stadtteile mit besonderem Entwicklungsbedarf - die Soziale Stadt» (en anglais « The Socially Integrative City ») . 19 |
|--------|---|

2000

- | | |
|--------|--|
| 2000 - | Urban 2 :
Berlin, Bremerhaven, Dessau, Dortmund, Gera, Kassel, Kiel, Leipzig, Luckenwalde, Mannheim, - Ludwigshafen, Neubrandenburg, Saarbrücken. |
| 2000 - | Land de Rhénanie du Nord – Westphalie.
En 2000, vingt-huit quartiers sont impliqués dans le programme du land. |
| 2000 - | Land de Hesse.
Le gouvernement régional de la Hesse décide de lancer un programme spécifique de développement social urbain intitulé « Initiative communautaire de la Hesse - La Ville Sociale- HEGISS». |

2001

- | | |
|--------|--|
| 2001 - | Un programme de démolition a été imaginé pour l'ex-Allemagne de l'est, le programme Stadtumbau Ost d'août 2001. |
|--------|--|

2002

- | | |
|--------|--|
| 2002 - | Lancement d'une évaluation par le Ministère des Transports, de la Construction et du Logement et le DIFU sur 16 projets modèles «Modellgebiete» , un par Land. |
|--------|--|

- 19 - Le programme s'inscrit dans une stratégie commune plus large, développée par les Länder et la fédération, qui entend lutter contre la ségrégation sociale dans les villes. Voir JASPER, Karl, (2000)

ANNEXE 3 : BIBLIOGRAPHIE SUR LES POLITIQUES INTEGREES DE DEVELOPPEMENT URBAIN EN ALLEMAGNE

- ARGEBAU, (2000), Leitfaden zur Ausgestaltung der Gemeinschaftsinitiative „Soziale Stadt“ (zweite Fassung), in : Deutsches Institut für Urbanistik: Programmgrundlagen, Arbeitspapiere zum Programm Soziale Stadt, tome 3, Berlin 2000.
- BECKER, H., LÖHR, R.P, (2000), « „Soziale Stadt“ Ein Programm gegen die sozialräumliche Spaltung in den Städten », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 10-11.
- BECKER, H., FRANKE, T, LÖHR, R.P, RÖSNER, V, (2002), “ *Ein Programm gegen soziale und räumliche Ausgrenzung* ”, in BUNDESMINISTERIUM FÜR VERKEHR; BAU-UND WOHNUNGSWESEN“ (2002), „*Die Soziale Stadt - Eine erste Bilanz des Bund-Länder- Programms „Stadtteile mit besonderem Entwicklungsbedarf - die soziale Stadt“*“, DIFU, Berlin.
- BUNDESMINISTERIUM FÜR VERKEHR, BAU- UND WOHNUNGSWESEN (ed.), 2000: Bundesprogramm Die soziale Stadt. Bonn: BMVBW. (Unpublished Paper)
- BUNDESMINISTERIUM FÜR VERKEHR, BAU- UND WOHNUNGSWESEN“ (2002), „*Die Soziale Stadt - Eine erste Bilanz des Bund-Länder-Programms „Stadtteile mit besonderem Entwicklungsbedarf –die soziale Stadt“*“, DIFU, Berlin.
- DEUTSCHES INSTITUT FÜR URBANISTIK -DIFU (ed.), (1999) Vorbereitungspapiere zum Bund- Länder-Programm „Stadtteile mit besonderem Erneuerungsbedarf – die soziale Stadt“. Arbeitspapiere zum Programm Soziale Stadt, Band 1. Berlin: DIFU.
- DEUTSCHES INSTITUT FÜR URBANISTIK - DIFU (ed.), (2000) Programmgrundlagen. Arbeitspapiere zum Programm Soziale Stadt, Band 3. Berlin: DIFU.
- DEUTSCHES INSTITUT FÜR URBANISTIK -DIFU (2001), *Bundländer, Programm Soziale Stadt, Programm Grundlagen, Arbeitspapiere zum Programme Soziale Stadt*, Berlin.
- DEUTSCHES INSTITUT FÜR URBANISTIK - DIFU (ed.), (2003) Strategien für die Soziale Stadt, Berlin, 327 p.
- FEDERAL OFFICE FOR BUILDING AND REGIONAL PLANNING (2001), *Spatial Development and Spatial Planning in Germany*, Berlin, 72 p.
- FLIERL, B. (1991) Stadtgestaltung in der ehemaligen DDR als Staatspolitik. Pp. 49-65 in:
- FRANKE, T., (2002), “Beteiligung im Rahmen des Programms „Soziale Stadt““, in *Newsletter zum Bund-Länder-Programm Soziale Stadt*, n°7, DIFU, Februar.
- FRIEDRICHS, J. (1985) Ökonomischer Strukturwandel und Disparitäten von Qualifikationen der Arbeitskräfte. Pp. 48- 69 in: Jürgen Friedrichs (ed.): Die Städte in den 80er Jahren. Opladen: Westdeutscher Verlag.
- FRIEDRICHS, J. BLASIUS, J., (2000) Leben in benachteiligten Wohngebieten. Opladen: Leske + Budrich.
- FRIEDRICHS, J., KAHL, A., (1991) Strukturwandel in der ehemaligen DDR - Konsequenzen für den Städtebau. Archiv für Kommunalwissenschaften 30: 169-197.
- FROESSLER, R (2000), *Développement social et urbain en Allemagne. D’abord des politiques locales et régionales*. Cahiers du CRDSU, pp18-21.

- HAUSSERMANN, H. (1991) - The Relationship between Local and Federal Government Policy in the Federal Republic of Germany.- in PICKVANCE (C.), PRETECEILLE (E.).- State Restructuring and Local Power.- Pinter, London, 1991.
- HEEG, S. (1998), "Vom Ende der Stadt als staatlicher Veranstaltung", in *PROKLA* 110 -28. 1998/1, Berlin.
- HELFEN, T. (1999), *Aufbau eines Stadtteilmanagement in berlinere Stadtteilen mit Entwicklungspriorität*, Diplomarbeit, Institut für Stadt- und Regionalplanung der Technischen Universität, Berlin.
- HERZBERG, G. (2001), *Wie partizipative Demokratie zu politisch-administrativen Verbesserungen führen kann : der Bürgerhaushalt von Porto Alegre*, Lit, Münster.
- HOFFMANN-MARTINOT, V. (1987) *Finances et pouvoirs locaux : l'expérience allemande*.- PUF, Paris.
- IBB (2002), „Vom vermietet- zum Mietermarkt. Entwicklung und Strukturen des Berliner Wohnungsmarktes 1991-2000“, 30 avril, www.stadtentwicklung.berlin.de/wohnen.
- INSTITUT FÜR LANDES- UND STADTENTWICKLUNGSFORSCHUNG DES LANDES NORDRHEIN- WESTFALEN (ed.), (2000) *Analyse der Umsetzung des integrierten Handlungsprogramms für Stadtteile mit besonderem Erneuerungsbedarf*. Dortmund: ILS.
- ISODORO, C. (1997), *L'organisation administrative de l'Allemagne*, Ecole nationale d'administration, Paris et Strasbourg.
- KASARDA, J-D. FRIEDRICH, J. (1985) Comparative Demographic-Employment Mismatches in U.S. and West German Cities. Pp. 1-30 in: Richard L. Simpson and Ida Harper Simpson (eds.): *Research in the Sociology of Work*. Greenwich, CT: JAI Press.
- LÖHR, R-P., (2001) Bundesweite Erfahrungen und Erkenntnisse für die Praxis aus der Begleitforschung des Bundes mit dem Programm "Soziale Stadt". www.sozialestadt.de/veroeff.
- LÖHR, R., (2002), „Zwischenbilanz des Programms Soziale Stadt“, www.difu.de, Berlin.
- KEIM, R., NEEF, R. (2000) , “ Ressourcen für das Leben in Problemquartier ”, *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 10-11.
- KOEHL, E. (2001), *Le Management de quartier à Berlin*, Mémoire de DESS d'Urbanisme, Institut Français d'Urbanisme - Université Paris 8, Paris.
- KRAUS, Suzanne, *Nouveaux étrangers, nouveaux Allemands*, in Documents, Revue questions allemandes, No 2-93, Paris.
- LECHEVALIER, A. (2002), *Fédéralisme et protection sociale en République Fédérale d'Allemagne* , Document de travail Centre Marc Bloch, Avril.
- NEEF, R. (1992) *The New Poverty and Local Government Social Policies : A West German Perspective*.- International Journal of Urban and Regional Research 2, pp. 202-221.
- NEVEU, C., (dir.) (1999), *Espace public et engagement politique*, L'Harmattan, Paris.
- REICHARD, C. RÖBER, M., (2001), "Das Konzept des New Public Management – ein Überblick", in E. SCHRÖTER (Hrsg) (2001), *Empirische Policy und Verwaltungsforschung. Lokale, nationale und internationale Perspektiven*, Opladen.
- SCHARPF, F. (1999), *Regieren in Europa – Effektiv und Demokratik ?*, Campus, Frankfurt. (*traduction française*, 2000), *Gouverner l'Europe*, Les presses de sciences po, Paris.
- SCHMITZ, Ludger, (2001) *Quartiersentwicklungskonzepte in Hamburg*, in *Soziale Stadt info* 6, octobre 2001.

- SCHRÖDER, G., (2002), *Rede anlässlich der Eröffnung des Kongresses « Die Soziale Stadt – Zusammenhalt, Sicherheit, Zukunft »*, 7. und 8. Mai 2002, Berlin. [http:// www.sozialestadt.de](http://www.sozialestadt.de).
- SELLE, K., (1999), « Planungsstruktur als Prozess – Zehn Vermutungen – nach Zehn Jahren Emischer Park » in INSTITUT FÜR STADT- UND REGIONAL PLANUNG TU BERLIN (1999), *Jahrbuch Stadterneuerung 1999*, TU Berlin Universitätsbibliothek Abt. Publikationen, Berlin
- SENATSVERWALTUNG FÜR STADTENTWICKLUNG, UMWELTSCHUTZ UND TECHNOLOGIE (1999), *Quartiersmanagement Berlin, Bürgergutachten : Zukunft Wrangelkiez*, Berlin, September 1999.
- SENATSVERWALTUNG FÜR STADTENTWICKLUNG, UMWELTSCHUTZ UND TECHNOLOGIE (1999), (2000), *Planning for Real, Planung von unten im Wrangelkiez. Mobilisierendes Entwicklungsverfahren*, Berlin.
- SENATOR P. STRIEDER (2001), *Soziale Stadtentwicklung in Berlin : Erfahrungen mit dem Quartiersmanagement*, Senatsverwaltung für Stadtentwicklung, Berlin.
- SENATOR P. STRIEDER, SENATOR J. KLEMMANN (1999), *Sozialorientierte Stadtentwicklung : Einrichtung von integrierten Stadtteilverfahren - Quartiersmanagement - in Gebieten mit besonderem Entwicklungsbedarf*, Berlin, März.
- SIEDENTOPF, H. *Public Administration in Germany*, Baden-Baden.
- SIEDENTOPF, H. (1986) Le processus de réforme communale en République Fédérale d'Allemagne (1964-1980).- *Revue française d'administration publique* Janvier-Mars
- STATISTISCHES BUNDESAMT, (1982) *Statistisches Jahrbuch 1982 für die Bundesrepublik Deutschland*. Wiesbaden: Statistisches Bundesamt.
- STATISTISCHES BUNDESAMT, (1993) *Statistisches Jahrbuch 1993 für die Bundesrepublik Deutschland*. Wiesbaden: Statistisches Bundesamt.
- STATISTISCHES BUNDESAMT, (1997) *Statistisches Jahrbuch 1997 für die Bundesrepublik Deutschland*. Wiesbaden: Statistisches Bundesamt.
- STATISTISCHES BUNDESAMT, (2000) *Statistisches Jahrbuch 2000 für die Bundesrepublik Deutschland*. Wiesbaden: Statistisches Bundesamt.
- STATISTISCHES BUNDESAMT, (2000) *Datenreport 1999*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung.
- TOBIAS, GERTRUD AND JOHANNES BOETTNER (eds.), 1992; *Von der Hand in den Mund. Armut und Armutsbewältigung in einer westdeutschen Großstadt*. Essen: Klartext.
- UNIVERSITÄT DES SAARLANDES, UNIVERSITÄT NANCY 2, *Loi fondamentale pour la République fédérale d'Allemagne, Grundgesetz für die Bundesrepublik Deutschland, édition synoptique bilingue, traduction de l'Office de presse et d'information du gouvernement fédéral*, in [http://www.jura.unisb. de/BIJUS/grundgesetz/](http://www.jura.unisb.de/BIJUS/grundgesetz/).
- UTERWEDDE, H. (1993) *Gouvernement local en Allemagne. Cadres d'action et problèmes actuels*.- in *Gouvernement local et politiques urbaines*, CERAT, Grenoble, 1993, pp. 391-400
- VIEILLARD-BARON, Hervé, (2001) *Les quartiers sensibles en France et en Allemagne : Approche comparative*, Paris 2001.
- VON TIEDEMANN V. (2002), „Absolut Obsolet – Mehr als drei Jahre, Quartiersmanagement' in Kreuzberg“, Pamphlet d'opinion, avril.
- WAGNER, A., (2002), *Le programme ville sociale – Soziale Stadt*, DIV, Saint-Denis La Plaine.

ANNEXE 4 : SITES ELECTRONIQUES

Site sur la loi fondamentale allemande

<http://www.jura.unisb.de/BIJUS/grundgesetz/>

[www.stadtentwicklung.berlin.de/wohnen.](http://www.stadtentwicklung.berlin.de/wohnen)

La politique intégrée de développement urbain

**Les Zones urbaines ayant des problèmes de développement – La Ville Sociale
«Stadtteile mit besonderem Entwicklungsbedarf - die Soziale Stadt » (en anglais
« The Socially Integrative City » .**

www.sozialestadt.de.

L'Institut allemand d'urbanisme «Deutsche Institut für Urbanistik –DIFU », par l'Assemblée des Municipalités Allemandes (Deutscher Städtetag) est un institut porté aujourd'hui pour l'essentiel par quelque 140 villes. Les champs de travail du Difu sont les suivants : la recherche, l'assistance technique auprès des villes, des publications, des formations par séminaires, et la documentation. Les premiers destinataires de ce travail sont les villes-membres. Le budget annuel d'environ 6 millions d'euros est alimenté en premier lieu le revenu des prestations du Difu (publications, séminaires), puis par le soutien des villes et pour une part moins importante, du gouvernement fédéral. L'équipe de Difu se compose d'une centaine de personnes dont 40 chercheurs.

www.difu.de

IBA

www.iba.nrw.de

Sites web des villes (voir liste des sites annexe 1)

www.berlin.de

www.bremen-tenever.de

www.schwerin.de

www.steg-hh.de

www.triple-z.de

Universités et centres de recherche

<http://www.virtus.uni-koeln.de>.

Liste des quartiers Soziale Stadt

<http://www.sozialestadt.de/gebiete/programmgebiete/programmgebiete.php3>